



Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025- 259 du 22 juillet 2025, mettant en demeure le Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre de respecter les articles 23 et 27 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations qu'il exploite au 148, rue de Sartrouville à Nanterre, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L511-1, L171-8 et R557-7-2 à R 557-7-9,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal GAUCI, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024, portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral DCPAT n° 2021-91 du 2 juillet 2021 portant enregistrement de la demande présentée par le Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre en vue d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement, sous la rubrique 2910-A-1, 148, rue de Sartrouville à Nanterre,

Vu l'arrêté SGAD n°2024-50 du 18 novembre 2024, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 31 janvier 2025 dans le local du Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers situé 148, rue de Sartrouville à Nanterre, constatant :

- que le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions établi le 9 novembre 2020 par le bureau de contrôle APAVE indique que le matériel n'est pas conforme pour le travail en zone explosive, s'agissant de la cuve de carburant FOD, la chaufferie gaz/FOD, le stockage de bouteilles de gaz et l'évent gaz,
- que le rapport métrologique établi le 26 avril 2024 par la société MAE France indique que les capteurs voies 1, 4 et 6, qui n'ont pas présenté une réponse métrologique conforme lors de l'injection du gaz étalon, doivent être remplacés rapidement,
- que le rapport de visite périodique de détection incendie établi le 26 avril 2024 par DMAE France concerne les détecteurs optiques de fumée en zone 4 (chaufferie) et zone 3 (chaufferie vapeur) mais ne concerne pas les détecteurs thermo-vélocimétriques,

Vu le rapport du 16 mai 2025 de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France, proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre du Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre afin qu'il respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité,

Vu le courrier en date du 16 mai 2025 de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que l'inspection des installations classées, lors de la visite qu'elle a réalisée le 31 janvier 2025, a constaté :

- le non respect de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité, relatif aux matériels utilisables en atmosphères explosives,
- le non respect de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité, relatif aux systèmes de détection de gaz et extension automatique,

Considérant que le non respect de ses dispositions constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers situé 403, avenue de la République à Nanterre, représenté par son directeur, est mis en demeure de respecter, **dans un délai trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité applicables aux installations qu'il exploite 148, rue de Sartrouville à Nanterre.

Il doit utiliser un matériel conforme au travail en zone explosive s'agissant de la cuve de FOD, la chaufferie gaz/FOD, le stockage de bouteilles de gaz et l'évent gaz.

ARTICLE 2 :

Le Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers est mis en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité applicables aux installations qu'il exploite 148, rue de Sartrouville à Nanterre.

Il doit remplacer les capteurs gaz des voies 1, 4 et 6,

Il doit faire vérifier les détecteurs thermo-vélocimétriques et justifier l'absence de contrôle s'il s'agit de contrôles destructifs.

ARTICLE 3 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 5 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de l'établissement.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 6 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Nanterre, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
la sous-préfète,
secrétaire générale adjointe

Stéphanie MARIVAIN

Tout le prêt et par délégation,
in sous-préfet,
secrétaire général adjoint

MAIRIE DE MARVILLE